

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie;

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATANITI 25. — N° 59.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pa 15 titani 1876.

PRIX DE L'ABONNEMENT (en francs d'oranges):
Un an 10 fr. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
Trois mois 6 fr. à l'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.
Un numéro: 10 centimes.

SOMMAIRE.
PARIS, OFFICIELLE. — Dépêches relatives à l'Exposition universelle de 1878 (liste des circulaires à l'annexe). — Ordres de vente et nomenclature d'un conseiller de district. — Arrêté modifiant quelques articles du règlement sur le service des hôpitaux. — Décret relatif aux Visites à faire à domicile. — PARIS, NOUVELLE. — Nouvelles. — Instructions pour la statut de Ladysay. — La dernière indépendance de Tasmania. — Marché commercial. — Mouvements du port. — Annonces. — Observations météorologiques.

Prix des Annonces et des Comptes:

Les annonces légales 10 c. la ligne
Les décrets et arrêtés 5 c. la ligne
Les autres annonces 5 c. la ligne
Les annonces commerciales se payent la moitié du prix de la présente insertion.

PARTIE OFFICIELLE

Exposition universelle de 1878.

Paris, le 8 juin 1876.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — Il a été décidé que pour chacune de nos possessions d'outre-mer, il serait formé un groupe distinct de sa flore à l'Exposition universelle de 1878, non seulement dans un but scientifique, mais surtout au point de vue commercial. Vous n'ignorez pas, en effet, que le commerce des plantes exotiques à feuillage ornemental donne lieu, en Belgique et en Allemagne, à des transactions importantes; il serait désirable de mettre les horticulteurs français à même de lutter contre le monopole étranger.

Je vous adresse la liste des graines et plantes vivantes qui est utile de réunir, et je vous prie de donner des ordres pour que les soins les plus minutieux soient apportés à la préparation de ces envois et pour que leur expédition situe le plus tôt possible, afin de confier immédiatement les graines à la terre et de permettre aux plantes vivantes de reprendre, en serre, toute leur vigueur.

Recevez, etc.

Pour le Ministre et par son ordre:
Le Directeur des colonies,
Signature: A. BENOIST D'AZY.

LISTE DES PLANTES VIVANTES ET DES GRAINES DESTINÉES À REPRÉSENTER LA FLORE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'OCEANIE À L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.

CYADEES ET FOUGÈRES ARBORESCENTES, toutes les espèces : troncs. Prière d'envoyer un bon nombre de troncs de toutes les graminées, depuis les plus petites jusqu'à deux mètres et un demi, de chacune des espèces de ces deux familles. Choisir pour faire l'expédition le moment où la végétation se reflète ; ou peut alors couper toutes les feuilles et les racines sans que les plantes souffrent beaucoup, et la reprise ici est presque certaine. Veiller à ce que ces coupures soient faites bien nettes.

CYCADIÉES, toutes les espèces : graines. ORCHIDÉES, le plus possible d'espèces : souches, BROUSSILLACÉES, le plus possible d'espèces : graines et pieds. ANTHOCÉTES, quelques belles espèces : tronc et souches. Aloës et AGAVES, belles espèces : graines et pieds. PALMÉES, toutes les espèces : de cinquante 200 à 300 graines. PANDANACÉES, toutes les espèces : de chaque environ 100 fruits. Picus tintoria.

Pisonia. Inocarpus edulis (mangue des indigènes). Santalaceae freminvillei. Montanea ovalifolia : graines. Gardenia Taitensis (fiori des indigènes) : graines. Brotiadendron (toutes les variétés), graines bien fécondées. Commersonia edulis : graines.

Calophyllum inophyllum et autres (samou) : graines. Zygophylle rhamnoides, d°. Rhiz. Tahit. Melastoma Tessere et autres, d°. Metrosideros villosa, d°. Sophera tomentosa, d°. Basaniers (variétés), d°.

Et toutes autres plantes à feuillage gracieux ou ornemental, avec ou sans noix.

Emballer les troncs, pieds et souches dans des copeaux de bois secs, après avoir enlevé la terre.

Pour les graines, prises de les récolter au fur et à mesure de leur maturation et de faire des envois successifs, en les laissant sur le régime et dans leurs coques. Les emballer dans du charbon de houille pilé, mélangé ou non de sable bien sec.

Les genres soulignés sont particulièrement recommandés.

Paris, le 8 septembre 1876.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — Par suite à la communication que je vous ai adressée relativement à l'Exposition universelle qui doit s'ouvrir à Paris le 1^{er} mai 1878, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint un exemplaire de deux circulaires en date du 29 juillet dernier par lesquelles M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce fait appeler, en vue de cette grande solennité industrielle, un concours le plus dévoué des préfets des départements, des présidents de chambres de commerce et d'agriculture, ainsi qu'à celui des associations agricoles.

Je ne puis que vous prier de vous inspirer des intentions exprimées dans ces circulaires en ce qui concerne la participation de la

colonie à cette exhibition des produits de notre sol et de notre industrie.

Je vous laisse, d'ailleurs, le soin de déterminer les voies et moyens qui vous paraîtront les plus propres à obtenir des résultats satisfaisants sous le rapport de la représentation agricole et industrielle de la colonie.

Je vous transmettrai prochainement des exemplaires du règlement général et du règlement particulier relatif aux comités et aux sous-comités qui doivent coopérer en France à l'organisation de l'Exposition de 1878. Vous receverez également des formulaires de demandes d'admission.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral, Sénaireur,
Ministre de la marine et des colonies.
Signature: L. FOURCHON.

(Ministère de l'Agriculture et du Commerce. — Direction de commerce extérieur, 3^e bureau : Mouvement général de commerce et de la navigation.)

Versailles, le 21 juillet 1876.

MONSIEUR LE PRÉFET. — Par un décret en date du 4 avril dernier, le gouvernement a décidé qu'une Exposition universelle s'ouvrirait à Paris le 1^{er} mai 1878 et que seraient créés des Comités de participation. Ce projet, de l'initiative patologique de M. le Président de la République, vient de recevoir la sanction législative, et les deux Chambres, s'inspirant de la même pensée que avait dicté la résolution du gouvernement, ont voté les mesures financières qui doivent assurer l'exécution de cette grande entreprise.

Il importe de nous rappeler que nous devons nous occuper, tout d'abord, de provoquer la participation des agriculteurs et des industriels de votre département qui, par l'exhibition des produits de leur sol ou de leurs ateliers, peuvent contribuer à l'éclat de cette solennité. Pour atteindre ce but, vous avez à faire, M. le Préfet, que de veiller en rapport avec les préfets des districts, des sénateurs, des députés, des maires, des préfets de police, sociétés d'agriculture ou commerciales, des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures de votre département, et de former avec leur participation un comité départemental d'admission qui se partagerait, sans les bousculer, en sous-comités, et dont la mission consisteroit principalement à recueillir et à soumettre au besoin les demandes d'admission, à se prononcer sur leur validité et à les transmettre, par voie intermédiaire, au commissariat général à Paris.

Je ne doute pas, Monsieur le Préfet, que vous ne trouviez, auprès des membres de ces différents corps, le zèle le plus actif et le dévouement le plus prompt, et je ne saurais trop vous recommander de leur adresser un prompt appel, et de leur faire état de l'importance des expéditions déposées, et spécialement des dispositions prises pour la construction de nos édifices, dans ce qui concerne l'aménagement intérieur, et l'étendue des espaces à réservé aux différentes salles.

J'aurai l'honneur de vous transmettre prochainement des exemplaires du règlement général et du règlement particulier relatif aux comités et aux sous-comités, ainsi que l'ordre de service.

Je vous serai fort obligé, Monsieur le Préfet, de me par attendre l'envoi de ces divers documents pour vous entendre avec les présidents des chambres de commerce, des sociétés d'agriculture et des comités que j'aviserai, du reste, par une circulaire spéciale, à vous prêter leurs services, et je vous prie de m'adresser le plus promptement possible la liste des personnes que vous aurez devoir choisir pour faire partie des comités et sous-comités.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.
TEISSEIRENC DE BORT.

(Ministère de l'Agriculture et du Commerce. — Direction de commerce extérieur, 3^e bureau : Mouvement général de commerce et de la navigation.)

Versailles, le 29 juillet 1876.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. — Par décret en date du 4 avril dernier, le Gouvernement a décidé qu'une Exposition universelle s'ouvrirait à Paris le 1^{er} mai 1878 et arrêta chose le 31 octobre de la même année. Ce projet, émané de l'initiative patologique de M. le Président de la République, vient de recevoir la sanction législative, et les deux Chambres, s'inspirant de la même pensée que avait dicté la résolution du gouvernement, ont voté les mesures financières qui doivent assurer l'exécution de cette grande entreprise.

Mais, en présence du conflit dans lequel nous nous trouvons à l'ouverture de l'Exposition, il importe essentiellement d'agir avec promptitude et de prévoir, dès à présent, la participation de tous ceux qui, par l'exhibition des produits de leur sol ou de leurs ateliers, peuvent contribuer à l'éclat de cette solennité. Pour atteindre ce but, je vous envoie à MM. les préfets pour les inviter à organiser, dans chaque département, un comité d'admission qui partagerait, selon les circonstances, en sous-comités, et dont la mission consisteroit principalement à recueillir et à susciter les demandes d'admission, et à promouvoir "les expositions" dans les diverses communes qui pourraient être intéressées.

Toutefois, en chargeant MM. les préfets du soin de veiller à cette organisation, je les invite à se mettre en rapport avec les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les chambres consultatives d'agriculture, les sociétés d'agriculture et les comités agricoles, afin de s'assurer que les garanties de zèle et d'aptitude dans le choix des personnes appartenant à ces organismes, et d'assurer la représentation aussi complète que possible de toutes les branches de la production agricole ou manufacturière du département.

Le concours dévolu que vous avez toujours prêté au Ministère de l'Agriculture et du Commerce est un sûr garant de l'impassionné avec lequel vous répondez à l'appel que je vous fais. Monsieur le Président, je vous et vos collègues ne courroux pas tous efforts à la préparation de l'ouvrage à laquelle je vous convie, et dont le succès ne pourra manquer de contribuer à la gloire du pays.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.
TEISSEIRENC DE BORT.

Vendredi 15 décembre 1876.

Ô ma Pomare IV, te Ari vaihine o te mao fenua Totoiaite e te
en mā, i te Tonga ia Auahua o te Republique,
I 1859 1876 le irava i no te ture e no te 6 operera 1866,

Te Faave Nai :

Te Matu ia o Puna a Nasai, e toopae mono no te mataeinaa ra
arue, no auhia his ia tons toro, no te pinepōe o tons haupeo
o.

Te Matu ia o Puna a Tanti, o te maihi hia mai te su i te ture,
te faopao his ia ei toopae taaturo no te mataeinaa ru no Aree,
ei mono in Teano.

Te Auahua i te pasau tahiti te haupeo his ia haumua i teinei
pasau raa mana, te laiha his e te tomate his ia mao vali etoa e
su ra.

Papeete, le 6 no titene 1876.

No te Ari valiave mons E.
o me so ia tana faave ras.
AMIAUA à POMARE.

L. MICHAUX.

Nous, Commandants des Etablissements français de l'Océanie, Commissaires de la République aux îles de la Société, Voici la copie de l'ordonnance du 28 avril 1843, rendu applicable aux îles de la Société :

Vu le règlement de 4 février 1859 sur le service des hôpitaux de la colonie ;

Attestons que la présence à Papeete de deux officiers civils permet de reprendre les cessions faites jusqu'à présent par le pharmacien de l'hôpital militaire ;

Vu la dépêche ministérielle du 13 septembre 1876, n° 62 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Les articles 90, 91 et 92 du règlement du 4 février 1859 sont modifiés ainsi qu'il suit :

* Art. 90. Les cessions de médicaments aux fonctionnaires et salariés du gouvernement, ainsi qu'aux particuliers, ne pourront avoir lieu que sur la condition que ces personnes aient été admises à l'hôpital militaire, et que cette condition n'existe pas sur place. La cession sera autorisée par le Commandant, dans la proportion de l'ordonnateur, le chef du service de santé préalablement consulté.

* Art. 91. Pour le remboursement de la valeur de ces médicaments ainsi que de ceux qui leur appartiennent de l'état, le pharmacien devra remettre trimestriellement et plus souvent, s'il y a lieu, au commissaire de l'hôpital, l'état approvée des cessions effectuées. Toutefois négligées à cet égard de la part du pharmacien, le rendra personnellement responsable des non-valeurs.

* Art. 92. La valeur de ces cessions sera abondée de 25 0/0 pour couvrir les frais divers de transport, d'emballage, de conservatio, etc. »

Art. 2. Est rapporté l'article 93 du dit règlement.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements* et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1876.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur.
La Basse.

Par décision de l'ordonnateur en date du 12 décembre, pour avoir effet du 1^{er} janvier 1877, M. Guyot, médecin de 2^e classe de la marine, est chargé de visiter les officiers, fonctionnaires et employés autorisés à se faire soigner à domicile.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

F. F. DE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR.

Service des Contributions.

AVIS.

MM. les négociants et patentés de toutes classes et de toutes catégories qui seraient dans l'intention de cesser leur commerce ou industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des contributions avant le 1^{er} janvier 1877.

Faudra par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des contributions de l'année prochaine.

NOTICE.

All gentlemen holding patents — PARAU FAITAIE. —
Under every class and category — Te faaite bia — tu ne tasta
you are informed that, should they — te parau faitaia la rauo no te ho
intend to abstain from their — raa, e mai te mea ē
industry, they are requested to — hi nuanro ratou i te fasiot i taaa
make a declaration to that effect — chipa no ratou ra, o faite mai
before the 1st of January 1877. — lu hou te mahana i no tenuare
1877.

In default of such a declaration to — Aore i haupeo his teie parau,
the present notice, they will continue — e tamao his ia teie mai parau
to stand on the roll of contributions — faitaia no te matihia i mua nei
for the next year.

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 15 décembre 1876.

Lundi dernier 11 décembre, vers 4 heures de l'après-midi, les troupes de la garnison, en grande tenue, sortirent de leurs quartiers respectifs et allèrent prendre position en face de la direction d'artillerie.

La foule accourut de toutes parts.

Les bureaux et les ateliers se fermèrent et les affaires restèrent suspendues généralement.

La fanfare locale, qui, croisons-nous, s'apprête à reprendre très-prochainement le cours de ses concerts, se dirigea elle-même vers l'endroit où les troupes étaient réunies.

Ces apprêts, cet empressement indiquaient un événement exceptionnel.

C'est qu'en effet M. le commissaire-adjoint de la marine La Barbe, Ordonnateur à Tahiti, nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur par décret du Président de la République en date

du 6 juin dernier, allait recevoir la croix des mains de M. le Commandant des Etablissements.

Cette cérémonie s'est accompagnée avec toute la dignité qui lui est inhérente.

À sa conclusion, trompettes et clairons ont sonné allégrement pour saluer le nouveau chevalier; la fanfare a exécuté un morceau de choix, et chacun s'est retiré fort satisfait d'une circonstance qui, tout en offrant l'occasion de manifester ses sympathies, a été une diversion à la monotone de la vie insulaire.

Le trois-mâts anglais *Bentah*, qui flottait sur notre rade depuis le 21 novembre dernier en relâche, a été censé de maintenir à son bord à vous toutes les marques de considération et amis pilote. Les deux étaient faibles, il a été porté par le contre et regagné sur le récif ouest de la grande passe, où il s'est échoué.

Des secours lui ont été envoyés immédiatement de terre et de la rade; on a pris toutes les mesures qu'exigeait la situation, en s'employant à bord presque toute la nuit, et le lendemain le croiseur *Limier* clausura et se rendit sur le lieu du sinistre pour tenir le renfortement du navire; mais tous les efforts sont restés sans résultat.

Des voies d'eau très-graves s'étaient déclarées, enlevant maintenant le navire du lit où il repose devant une opération aussi dangereuse qu'inutile.

On peut donc dès à présent le considérer comme perdu. On dit d'ailleurs que le capitaine en a fait l'abandon auprès de l'administration.

Inauguration de la statue de Lafayette.

New-York, 7 septembre 1876.

La ville de New-York a eu hier un des plus nobles et des plus brillants spectacles dont elle n'a jamais été témoin. Hâtons-nous de le dire, rien n'a manqué à la fête: entente parfaite dans l'organisation; ordre irréprochable dans la mise en scène; dignité dans la représentation; discipline sévère dans le déplacement et la marche des corps civils et militaires; empressement et enthousiasme sincère du public; grandeur et solennité de la manifestation, et finalement emplissement sincère et cordial entre deux peuples se trouvant en souvenir du passé pour consacrer leur solidarité dans l'avenir.

Français et Américains ont dans cette circonstance rivalisé de convenance, de bon goût et d'entrain. Les régiments de milice, d'une tenue magnifique, étaient au grand complet, malgré la saison des vacances; les troupes régulières et l'artillerie avaient une apparence véritablement militaire; enfin le bataillon des pompiers, avec ses six machines luisantes comme de l'or, ses trucks de tuyaux et ses innombrables échelles noires et rouges, présentait, sous la conduite du commandant Giequel, un spectacle unique au monde.

La partie française du cortège n'était par moins remarquable: les anciens et les nouveaux Gardes Lafayette de New-York, les Gardes Lafayette de Troy, et le bataillon italien de Bergame de Colonia, qui, dans l'ensemble, l'ensemble des régiments américains, canadienne, italiennes, belges, suisses, avec leurs uniformes et leurs draperies, les corps de musique vocale et instrumentale, etc., donnaient à l'élément civil une physionomie qui ne le cédaient pas, en pittoresque, à l'élétat des armes et à la variété des uniformes. Parmi les divers groupes du cortège étaient mêlés un grand nombre de membres de la délégation ouverte française, venus exprès de Philadelphie, et on remarquaient avec une satisfaction émouue les délégués arrivés la veille de la Canada avec leur excellente « band » de musique, formant un corps considérable parmi les sociétés canadiennes de New-York et de Brooklyn.

Un épisode de la fête mérite une mention spéciale tant à cause de l'effet saisissant que de l'originalité de sa signification intime. Nous savons d'ailleurs que la statue de Lafayette était enveloppée dans un drapé américain, retenu par un appareil mobile à un mit dressé derrière le piédestal. Un peu en avant, à gauche, était l'estrade d'honneur sur laquelle montrent ensemble, en s'appuyant sur le bras l'un de l'autre, M. Brocail, conseil général de France, et M. Wickham, maire de la ville de New-York. Auprès d'eux vinrent s'asseoir les membres du comité d'organisation, M. Bartholdi, auteur de la statue, les présidents et officiers de diverses sociétés, une vingtaine de vétérans de 1812, et de nombreuses noblesses civiles et militaires.

Après quelques paroles d'introduction par M. Martin, président du département des parcs publics, le moment venu pour

M. Breuil de présenter officiellement la statue à M. le maire Wickham. A ce moment, M. Bartholdi, qui avait tenu la corde préparée pour hisser le pavillon américain qui enveloppait le bronze. Il y eut une minute d'attente solennelle. Enfin, s'installant précisément M. le conseil général prononce les mots: « Je vous offre cette statue au nom de la République française; » le drapé américain s'élève solennellement et se fixe au sommet du mat; le canon retentit; la musique joue « la Marseillaise; » la magnifique statue apparaît radieuse sur son piédestal de granit, et une immense acclamation s'élève de toutes les parties de la place et de toutes les maisons qui l'entourent, pour saluer l'homme, pour saluer l'œuvre, pour saluer l'artiste, pour saluer la France, pour saluer l'amitié franco-américaine qu'elle symbolise à ce moment si heureux.

A moins qu'il n'y ait quelque déistrement aux yeux de la foule, il n'est pas douteux qu'il existe une combinaison singulière, accidentelle certainement, mais sublime et comme un trait de génie du hasard. Lafayette est debout, l'ensemble de la figure faisant face à Broadway, mais le visage tourné vers la gauche. Dans cette direction, il regarde en face la figure de Washington, et étend le bras vers lui comme pour lui offrir ses services. En retour, Washington, du haut de son cheval, rend le regard à Lafayette, et lui tend la main en signe de bienvenue. Il eût été impossible de mieux rendre ce double mouvement et ce double sentiment; et la grandeur du spectacle venait en aide à l'émotion produite, la perception en est instantanément passée dans tous les esprits.

Ge sera certainement l'impression la plus immédiate et la plus durable qu'auront fait sur tous ceux qui, voyant ces deux grandes statues sous un seul coup d'œil, les confondront aussi dans leur esprit en un seul sentiment d'affection et de solidarité morale entre les deux peuples se tenant la main à l'origine et à la fin d'un siècle par dessus l'immensité de l'Océan. — (Courrier des E. U.)

